

## ACKNOWLEDGEMENTS

PATRICK MOREAU

The economic crises of 2008–2009, the tensions concerning the Euro, the Greek question and the refugee problem have fueled a strong “Eurosceptic” movement. This vague term hides complex political and social realities as well as an extreme variety of political discourse and practice. At the 2009 European elections and at the national elections between 2009 and 2014, the rise of Eurosceptic forces could be observed in virtually all political systems of the member states of the European Union.

Besides the traditional classification as “hard” or “soft” anti-European groupings, within the political, numerous actors can be found who are ideologically both on the left and on the right, extremist or not. Sometimes, for example in Italy, they cannot be assigned to a category at all.

This variety was a challenge for the analysis. Does the discourse of Eurosceptic parties of the conservative camp, for example, from Poland or Great Britain, differ from that of national-populist formations from the Nordic countries, France or Austria? Is the anti-European agitation of the Greek or Cypriot extreme right hardliners similar to that of regionalist parties like the Northern League or Vlaams Belang? Can we equate the anti-Europeanism of the Greek and Czech Communists and the alter-Europeanism of post-Communist parties with the positions of “parties of disruption” like the Five Star Movement in Italy or Podemos in Spain?

Besides the analysis of the organizations and parties as well as the chronology of their progress and defeats, we had to evaluate the discourses and the voters. What reasons prompt anti-European voters: rejection of immigration, xenophobia, fear of the future, of the loss of the achievements of the past, or acculturation, nationalism, falling back to regionalism and “Heimat”, and the rejection of capitalism and globalization? Or is it the collective disappointment about the incapacity of the European elites to promote their values and communicate with the majority of voters? We tried to respond to all these questions.

The immensity of the project required the participation of scientist from the whole of Europe who had already addressed this issue in their research before. Three partners helped us realize several phases of our research project and have supported us this time, too. We greatly appreciate this.

The first to be mentioned are the University of Strasbourg and the Centre de la Recherche Scientifique. They have co-financed the excellence project IDEX “The European Integration and the New anti-Europeanism” of the UMR Dynamiques européennes. The support of the scientific and administrative directions of the University and the CNRS was a key factor of success of our work. And finally, we want to express our deep gratitude to the Airbus Group. With a significant financial contribution, it has funded our research and will continue to do so.

It is too early to take stock of our activities because they shall continue until the end of 2017. Still, first results are already available. Three international confer-

ences were held, two books were already published, another volume is currently in production, and a fourth one is being prepared<sup>1</sup>. There, the University of Strasbourg, the CNRS and the Airbus Group support our efforts to understand the present crisis of the European integration. We hope that this way, we shall be able to contribute to the re-foundation and re-vitalization of this great collective project.

## REMERCIEMENTS

Les crises économiques de 2008-2009, les tensions autour de l'Euro, la question grecque comme celle des réfugiés sont venus nourrir un puissant courant « eurosceptique ». Derrière ce terme vague se cachent des réalités politiques et sociales complexes et une extrême variété de discours et de pratiques politiques. A l'occasion de l'élection européenne de 2009, mais aussi dans la quasi-totalité des systèmes politiques des pays membres de la Communauté européenne, on a pu observer à l'occasion des élections nationales de la période 2009 – 2014, la montée en puissance des forces eurosceptiques.

Par-delà la classification traditionnelle entre les formations anti-européaniste « dures » et « molles », on découvre dans les systèmes politiques de nombreux acteurs idéologiquement situés tant à gauche qu'à droite, extrémistes ou non, mais aussi parfois « hors normes » comme dans le cas italien.

Cette variété était un défi pour l'analyse. Les partis eurosceptiques du champ conservateur en Pologne ou en Grande Bretagne par exemple tiennent-ils un autre discours que celui des formations nationales-populistes des pays nordiques, de France ou d'Autriche ? L'agitation anti-européenne de l'extrême-droite dure du type grec ou chypriote ressemble-t-elle à celle des partis régionalistes comme la Ligue du Nord ou le Vlaams Belang ? L'hostilité à l'Europe des communistes grecs ou tchèques, l'alter-européisme des partis post-communistes est-elle à mettre sur le même plan que les positions des partis de rupture comme le mouvement Cinq Étoiles en Italie ou Podemos en Espagne ?

Au-delà de l'analyse des organisations et des partis, de la chronologie de leurs montées en puissance ou de leurs échecs, il nous est apparu nécessaire de nous pencher sur les discours et les électeurs. Quelles sont les motivations de ces votes anti-européens : rejet de l'immigration, xénophobie, peur de l'avenir, de la perte des acquis du passé ou l'acculturation, nationalisme, replis sur le régionalisme et l'Heimat, hostilité au capitalisme et la globalisation ? Ou peut-être une déception collective devant l'incapacité des élites européennes à faire connaître leurs valeurs et à communiquer avec le gros des électeurs ? Autant d'interrogations auxquelles nous avons souhaité répondre.

1 Les publications effectuées, Bereits erschienen, Already available : Stéphane COURTOIS, Patrick MOREAU, *Communisme 2014, En Europe. L'éternel retour des communistes 1989 – 2014*, Paris, Éd. Vendémiaire, 2014 ; *Ibid, Communisme 2015, La guerre des mémoires*, Paris, Éd. Vendémiaire, 2015.

En cours d'édition, in Vorbereitung, in production : Martial LIBERA, Sylvain SCHIRMANN et Birte WASSENBERG, *Abstentionnisme, euroscepticisme et anti-européisme dans les élections européennes de 1979 nos jours*, Steiner Verlag, 2016 ; Patrick MOREAU, Birte WASSENBERG, *Perceptions of « external » states on European Integration. Between Europeanism, Euro-scepticism and alter-Europeanism*, Steiner Verlag, 2016.

L'immensité du projet impliquait une mobilisation de scientifiques venus de l'ensemble de l'Europe et ayant dans le cadre de leurs recherches abordé cette question. Trois partenaires nous ont aidé à réaliser plusieurs étapes de la recherche et soutiendront la poursuite de cette dernière, ce dont nous les remercions vivement.

Tout d'abord, l'Université de Strasbourg et le Centre de la Recherche Scientifique qui ont cofinancé le projet d'excellence IDEX « L'intégration européenne et le nouvel anti-européisme » de l'UMR Dynamiques européennes. L'appuis des directions scientifiques et des administrations de l'Université et du CNRS a été une des clés de nos avancées. Enfin, toute notre reconnaissance va au Groupe Airbus, qui a lui aussi largement contribué financièrement à notre recherche et soutient à l'avenir notre travail.

Il est encore trop tôt pour faire le bilan de nos activités qui se poursuivront jusqu'en fin 2017. Mais on peut cependant évoquer les premiers acquis. Trois colloques internationaux ont été tenus, deux livres ont déjà été publiés, un ouvrage est en cours d'édition et un quatrième en préparation<sup>2</sup>. Là encore, l'université de Strasbourg, le CNRS et le Groupe Airbus nous accompagnent dans notre travail qui vise à comprendre la crise que connaît l'intégration européenne, ceci afin – et nous l'espérons – de pouvoir contribuer à la refondation – et à la revitalisation de ce grand projet collectif.

## DANKSAGUNG

Die Wirtschaftskrisen von 2008 und 2009, die Spannungen um den Euro, die griechische Frage und das Flüchtlingsproblem haben eine starke „euroskeptische“ Bewegung erwachsen lassen. Hinter diesem unscharfen Begriff verbergen sich komplexe politische und soziale Realitäten und eine extreme Vielfalt von politischen Diskursen und Handlungsweisen. Bei den Wahlen zum Europäischen Parlament von 2009, aber auch bei den nationalen Wahlen zwischen 2009 und 2014 war in praktisch allen politischen Systemen der Mitgliedsstaaten der Europäischen Union das Erstarken euroskeptischer Kräfte zu beobachten.

Neben der traditionellen Unterscheidung zwischen „harten“ und „weichen“ antieuropäischen Gruppierungen finden sich in den politischen Systemen zahlreiche Akteure, die ideologisch sowohl links als auch rechts stehen, extremistisch sind oder auch nicht und manchmal, z.B. in Italien, auch keiner Kategorie zugeordnet werden können.

Diese Vielfalt war eine Herausforderung für die Analyse. Ist der Diskurs der euroskeptischen Parteien des konservativen Spektrums, etwa aus Polen oder

2 Les publications effectuées, Bereits erschienen, Already available : Stéphane COURTOIS, Patrick MOREAU, *Communisme 2014, En Europe. L'éternel retour des communistes 1989 – 2014*, Paris, Éd. Vendémiaire, 2014 ; *Ibid, Communisme 2015, La guerre des mémoires*, Paris, Éd. Vendémiaire, 2015.

En cours d'édition, in Vorbereitung, in production : Martial LIBERA, Sylvain SCHIRMANN et Birte WASSENBERG, *Abstentionnisme, euroscepticisme et anti-européisme dans les élections européennes de 1979 nos jours*, Steiner Verlag, 2016 ; Patrick MOREAU, Birte WASSENBERG, *Perceptions of » external « states on European Integration. Between Europeanism, Euro-scepticism and alter-Europeanism*, Steiner Verlag, 2016.

Großbritannien, ein anderer als derjenige der nationalpopulistischen Gruppierungen aus den nordischen Ländern, Frankreich oder Österreich? Ähneln die antieuropäische Agitation der griechischen oder zyprischen harten Rechtsextremen derjenigen der regionalistischen Parteien wie Lega Nord oder Vlaams Belang? Können die Europafeindlichkeit der griechischen oder tschechischen Kommunisten und der Altereuropäanismus der postkommunistischen Parteien gleichgesetzt werden mit den Positionen von „Umbruchparteien“ wie der Fünfsterne-Bewegung in Italien oder Podemos in Spanien?

Neben der Analyse der Organisationen und Parteien sowie der Chronologie ihres Erstarkens und ihrer Niederlagen, war es unerlässlich, uns mit den Diskursen und den Wählern zu befassen. Welches sind die Motive der europafeindlichen Wähler: Ablehnung der Zuwanderung, Xenophobie, Angst vor der Zukunft, vor dem Verlust der Errungenschaften der Vergangenheit, oder Akkulturation, Nationalismus, Rückzug auf den Regionalismus und die Heimat, die Ablehnung des Kapitalismus und der Globalisierung? Oder handelt es sich um die kollektive Enttäuschung über die Unfähigkeit der europäischen Eliten, ihre Werte zu vermitteln und mit der Mehrzahl der Wähler zu kommunizieren? Wir haben versucht, all diese Fragen zu beantworten.

Der immense Umfang des Projekts erforderte die Beteiligung von Wissenschaftlern aus ganz Europa, die sich in ihren Forschungen bereits mit dieser Fragestellung befassen. Drei Partner unterstützten uns bei der Umsetzung mehrerer Abschnitte unseres Forschungsprojektes und taten dies auch dieses Mal. Dafür danken wir Ihnen herzlich.

An erster Stelle sind die Universität Straßburg und das Centre de la Recherche Scientifique zu nennen. Sie haben das Exzellenzprojekt IDEX „Die europäische Integration und der neue Antieuropäanismus“ des UMR Dynamiques européennes kofinanziert. Die Unterstützung der wissenschaftlichen und administrativen Leitung der Universität und des CNRS waren einer der Schlüssel zum Erfolg unserer Arbeit. Und schließlich sind wir der Airbus Gruppe zu tiefstem Dank verpflichtet. Sie hat mit ihrer großzügigen finanziellen Unterstützung unsere Forschung gefördert und wird auch künftig unsere Arbeit unterstützen.

Es ist zu früh für eine Bilanz, da unser Projekt bis Ende 2017 fortgesetzt wird. Dennoch können wir bereits erste Ergebnisse vorweisen. Drei internationale Konferenzen fanden statt, zwei Bücher sind bereits erschienen, ein weiterer Band ist derzeit im Druck, ein vierter in Vorbereitung<sup>3</sup>. Auch hierbei unterstützen die Universität Straßburg, der CNRS und die Airbus Gruppe unsere Arbeit. Wir wollen die derzeitige Krise der europäischen Integration verstehen, um so hoffentlich einen Beitrag zur Erneuerung und Wiederbelebung dieses großen Gemeinschaftsprojektes leisten zu können.

3 Les publications effectuées, Bereits erschienen, Already available : Stéphane COURTOIS, Patrick MOREAU, *Communisme 2014, En Europe. L'éternel retour des communistes 1989 - 2014*, Paris, Éd. Vendémiaire, 2014 ; *Ibid, Communisme 2015, La guerre des mémoires*, Paris, Éd. Vendémiaire, 2015.

En cours d'édition, in Vorbereitung, in production : Martial LIBERA, Sylvain SCHIRMANN et Birte WASSENBERG, *Abstentionnisme, euroscepticisme et anti-européisme dans les élections européennes de 1979 nos jours*, Steiner Verlag, 2016 ; Patrick MOREAU, Birte WASSENBERG, *Perceptions of „external“ states on European Integration. Between Europeanism, Euro-scepticism and alter-Europeanism*, Steiner Verlag, 2016.

# INTRODUCTION

BIRTE WASSENBERG

Since the 2004 enlargement towards the East, the European Union (EU) has been afflicted by severe internal and external consecutive crises. The rejection of the draft of the EU constitution by the negative referenda of the Dutch and French population abruptly stopped the euphoria that had accompanied the process of European integration.<sup>1</sup> The rescue bid of the so-called “simplified” Lisbon Treaty had barely re-launched the European zest in 2008 when the international economic and financial crisis de-stabilized the Euro-zone within the EU to such an extent that Greece was threatened with exclusion from the monetary union. And while the EU member states were still haggling with each other over reform packages to solve this crisis, the next one was already beginning to emerge: For years, the refugee problem had been visible at the maritime borders of Italy, Spain and Greece as well as at the Schengen border of the Channel Tunnel between Calais and Dover. In summer 2015, it escalated when Hungary blocked its external border, and the Dublin agreement was suspended. In addition, since the failed attempt at an economic agreement with Ukraine and the resulting conflict between Russia and Ukraine in 2014, the EU has been fighting for the reputation of its tediously established European Neighborhood Policy.

It does not come as a surprise that in this context, the breeding grounds of anti-European movements have been growing exponentially. In fact, in almost every EU member state, Eurosceptic parties clearly increased their share of the vote at the 2014 European elections.<sup>2</sup> However, for a more detailed general or country-specific analysis, three issues ought to be considered beforehand.

First, the examination of this phenomenon should not over-emphasize the current situation. Previous research of political scientists and recent findings of contemporary historians have indicated that Euroscepticism and anti-Europeanism have been widely known phenomena.<sup>3</sup> In the 1980s, political scientists initially identified Euroscepticism as a British phenomenon entering the British political arena with Margaret Thatcher’s rejection of the European Community (EC).<sup>4</sup> They identified two types of opposition against Europe: the rejection of the principle underlying European integration itself (hard Euroscepticism) and opposition against its realization by the EC and later by the European Union (soft

1 Muriel RAMBOUR, “Les oppositions à l’Europe sont-elles structurées politiquement ?” in: Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN, Birte WASSENBERG, (ed.), *Anti-européisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours (vol. 1) : les concepts*, Stuttgart, Steiner Verlag, 2010, p. 93-109.

2 Europaparl.europa.eu (20.11.2015).

3 Cf. Maria GAINAR, Martial LIBERA, (éd.), *Contre l’Europe ? Anti-européisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours (vol. 2) : Acteurs institutionnels, milieux politiques et société civile*, Stuttgart, Steiner Verlag, 2013.

4 Paul TAGGART, Aleks SZCERBIAK, (ed.), *Opposing Europe? The Comparative Party Politics of Euroscepticism*, Oxford, 2007.

Euroscepticism).<sup>5</sup> Historically, Euroscepticism can be traced back much further: Opposition to Europe is as old as the idea of European integration itself.<sup>6</sup> Contemporary historians point out that Euro-pessimism existed during the early crises of the process of European unification, for example, due to de Gaulle's policy of the empty chair in 1965, or during the period of Euro-sclerosis in the 1970s. Numerous European projects existed even in the interwar period of the 1920s and 1930s. But they failed due to the generally anti-integrationist attitude of this period.<sup>7</sup>

Secondly, it is important for the analysis of Eurosceptic and anti-European movements within the European Parliament, to study this political phenomenon within its global socio-political and societal context. Since the early 1990s at the latest, opposition against Europe has become a pan-European problem concerning large parts of the population in Europe.<sup>8</sup> Since the Danish rejection of the Maastricht Treaty in 1992 and the very narrow French majority for this further step towards European integration, Euroscepticism has been on a steady rise and has in fact become a visible problem for the EU as a whole. The negative reactions at various referenda on the following European Treaty of Nice, the European Constitutional Treaty or the Lisbon Treaty demonstrate the end of the so-called "permissive consensus" on European integration, i.e., the end of the passive acceptance of this process by the European citizens.<sup>9</sup> Reasons persistently named for the loss of this "permissive consensus" are "the lack of political legitimacy" of the European institutions<sup>10</sup>, the remoteness of the Brussels Bureaucracy, and the failure to explain the elitist construction of the European institutions to the citizens<sup>11</sup>. Thus, a part of the growing success of anti-European political parties may also result from the rise of public Euroscepticism.

Thirdly, when identifying anti-European and Eurosceptic movements, we have to take into consideration, that since the 1990s, within the political spectrum, the "classic" marginal parties from the left or right wing extreme camp (neo-communist, post-communist, national-populist, and right-wing extremist groups) are no longer predominant. Instead, new anti-European parties have entered the scene (for example the Five-Star-Movement in Italy) while so-called mainstream parties (like the German Social Democrats, British Conservatives, or

- 5 Petr KOPECKY, Cas MUDDE, "The two sides of Euroscepticism: party positions on European integration in East Central Europe", *European Union Politics*, B. 3, Nr. 3, 2002, p. 297-326.
- 6 Justine LACROIX, Ramona COMAN, (éd.), *Les résistances à l'Europe. Cultures nationales, idéologies et stratégies d'acteurs*, Bruxelles, 2007.
- 7 Marie-Thérèse BITSCH, "Préface", in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Anti-européisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours (Volume 1) : les concepts*, Stuttgart, Steiner Verlag, 2010.
- 8 Frédéric CLAVERT, "Introduction", in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l'Europe ?*, op. cit., p. 25.
- 9 Léon LINDBERG, Stuart SCHEINGOLD, *Europe's would-be polity: patterns of change in the European Community*, Prentice Hall, 1970.
- 10 Simon LANG, "Kein Integrationsfortschritt ohne Kritik. Die Funktion Europakritischer Positionen für die Weiterentwicklung der europäischen Integration", in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l'Europe ?*, op. cit., p. 61-93.
- 11 Eugen PFISTER, "Die Identität Europas und Europabilder in Wochenschaun nach 1945" in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l'Europe ?*, op. cit., p. 233-249.

French neo-Gaullists) also champion anti-European or Eurosceptic positions.<sup>12</sup> For this reason, Euroscepticism and anti-Europeanism prove to be a particularly complex phenomenon which is neither homogeneous in its political expression nor evenly distributed, uniform or equally strong in all European countries.

Above all, this approach requires a very sophisticated analysis proceeding by country as well as using an interdisciplinary approach. The two volumes on the *2014 European Elections: the Rise of Euroscepticism and Anti-Europeanism* focus on the analysis of the electoral success of the anti-European parties in the EU member states. In the first volume, anti-Europeanism and Euroscepticism are analyzed as political phenomena and objects of interdisciplinary research. The focus is on the “traditionally” Eurosceptic Great Britain and on the sometimes very recent anti-European movements within the EC founding states (France, Germany, Italy, Netherlands). In the second volume, three further groups of EU member states are studied: the Mediterranean states that – with the exception of Cyprus – acceded the EU in the 1980s (Spain, Portugal, Greece), followed by the Scandinavian states (Sweden and Finland) and Austria who had joined the EU in 1995, and finally, the states of the 2004 enlargement, i.e., the Central and Eastern European and the Baltic countries (Czech Republic, Slovakia, Hungary, Estonia, and Latvia).

In the general section of the first volume, Birte Wassenberg first presents the IDEX – Airbus project on European integration and the new anti-Europeanism of UMR *Dynamiques européennes* of the University of Strasbourg: It aims at taking a comparative approach of two important disciplines of Social Sciences, namely, contemporary history and political sciences. It intends to demonstrate that by using this interdisciplinary approach, we can reveal a number of variables as well as constant and reappearing elements of the phenomenon of anti-Europeanism since the 1980s. The contributions of Martial Libera, Petra Vejvodová and Uwe Backes focus on the analysis of the success of anti-European groups at the May 2014 European elections.

Martial Libera emphasizes that there is a cyclical opposition to Europe due to the recent economic crisis as well as a structural one that has turned against “Brussels” European policy for quite some time. Among the anti-European parties with extremist leanings that participated in the 2014 Europeans, Uwe Backes identifies “hard” and “soft” forms of Euroscepticism, depending on the degree of their anti-liberal, anti-democratic or anti-constitutional leanings. He also examines to what extent these parties question the common good of European democracy. Petra Vejvodová differentiates between the right-wing extremist parties entering rather instable alliances within the European Parliament thus unable to form a strong opposition, and the left-wing Eurosceptic parties that cooperate more intensely and on a more stable base. Traditionally, the British Conservatives are on the forefront of the Eurosceptic parties within the European Parliament.

The second part of our volume addresses British Euroscepticism. Agnès Alexandre-Collier explains that after the 2014 Europeans, this Euroscepticism has shifted from the British Conservative Party to the new *United Kingdom Independ-*

12 Maximilian MÜLLER-HÄRLIN, “Die Gegner Europas : Argumentationsmuster im politischen Diskurs”, in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l'Europe ?*, *op. cit.*, p. 141-155.

*ence Party* (UKIP) which in turn provoked the radicalization of the Conservative Party's positions on European integration. Karine Tournier-Sol emphasizes that even compared with the anti-European British National Party (BNP), UKIP was the clear winner of the 2014 Europeans. As a consequence, the BNP is no longer represented in the European Parliament. Still, both parties are hard anti-Europeans and fight for the United Kingdom's withdrawal from the EU. Their rejection of the European project is based on the defense of British national sovereignty. David Hanley confirms that presently, UKIP is the strongest Eurosceptic party of the United Kingdom. Due to its strong emphasis on national identity, it has attracted voters from all established parties. As a consequence, Cameron was forced to promise a referendum on Great Britain's EU membership.

The third part of this volume reflects the fact that at the last Europeans, Euroscepticism did not only increase in Great Britain. The support of anti-European movements was also strong in EU founding member states. Thus, Giles Ivaldi illustrates the National Front (FN) remaining France's strongest anti-European force in the European Parliament. Being a hard anti-European party, the FN flatly rejects the project of European integration and calls for France's withdrawal from the EU. With this position, the party is relatively isolated within the European Parliament. In France, however, it continues to stir up public opinion against Europe.

Viola Neu confirms that the Eurosceptic right-wing Populist Party „Alternative for Germany (AfD)“ has been met with approval in traditionally pro-European Germany. It had failed to pass the 5-percent hurdle at the German national elections, but in 2014, it succeeded in entering the European Parliament. However, compared to the FN, Viola Neu concedes only a slim chance of survival to the AfD on the long run.

In Italy, Beppe Grillo's Five-Star-Movement achieved a major success finishing runner-up at the European elections. According to Daniele Pasquucci, this result is alarming because the party is diametrically opposed to the concept of democracy of the European institutions thus undermining the basic principles of the EU. In the Netherlands, Euroscepticism has assumed different flavors, according to Simon Otjes and Gerrit Voerman. It has existed in the parties of orthodox Protestants, right-wing populists, left-wing socialists as well as “animal rights activists”. All of them reject the deepening of the process of European integration. On the scale of Euroscepticism, the radical right-wing Freedom Party is the most and the two orthodox Protestant parties are the least anti-European.



## INTRODUCTION

BIRTE WASSENBERG

Depuis 2004, date de son expansion à l'Est, l'Union Européenne (UE) a été ébranlée par une série successive de graves crises internes et externes. L'euphorie du processus d'intégration avait décliné à la suite du rejet de projet de constitution européenne en 2005 par les référendums des électeurs français et néerlandais.<sup>13</sup> L'élan européen avait à peine repris sa dynamique grâce à la tentative de sauvetage du traité de Lisbonne « simplifié » de 2008 que la crise économique et financière internationale déstabilisait largement la zone Euro au sein de l'UE et faisait que la Grèce se trouvait menacé d'exclusion de cette dernière. Alors que les États-membres de l'UE étaient en train de négocier entre eux le paquet de réformes devant mettre fin à cette crise, une nouvelle crise se profilait insidieusement. La question des réfugiés, qui, à l'été 2015, à la suite de la fermeture de ses frontières par la Hongrie et l'abrogation de l'accord de Dublin, se posait avec acuité, était depuis des années perceptible aux frontières maritimes de l'Italie, de la Grèce et de l'Espagne, ainsi qu'à la frontière Schengen de l'Eurotunnel entre Calais et Douvres.

Il n'est pas surprenant que dans un tel contexte un terreau favorable à des mouvements anti-européens soit apparu et ait grandi en importance de manière exponentielle. De fait, les résultats des élections européennes de 2014 montrent une croissance en pourcentage des électors des partis eurosceptiques dans la plupart des pays membres de l'UE.<sup>14</sup> En préalable à une analyse globale plus détaillée ainsi qu'à des présentations nationales spécifiques, il nous faut prendre en compte trois dimensions.

Tout d'abord, ce phénomène ne doit pas être analysé sous un angle trop marqué par l'actualité. Les recherches en sciences politiques ainsi que les nouveaux acquis des historiens contemporains montrent que l'euroscepticisme et l'anti-européanisme sont des phénomènes largement connus<sup>15</sup>. Ils identifient clairement l'euroscepticisme tout d'abord comme un phénomène britannique, qui fit son entrée dans l'arène politique britannique avec l'attitude de refus de Margaret Thatcher vis-à-vis de la Communauté Européenne (CE)<sup>16</sup>. A cette occasion, on put différencier entre deux types d'opposition à l'Europe. D'une part, une opposition contre le principe d'unification européenne en soi (*hard Euroscepticism*) ; d'autre part, une opposition contre la manière dont elle était réalisée, d'abord par

13 Muriel RAMBOUR, « Les oppositions à l'Europe sont-elles structurées politiquement? » in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Anti-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours (Volume 1) : les concepts*, Stuttgart, Steiner Verlag, 2010, p. 93-109.

14 Europaparl.europa.eu (20.11.2015).

15 Cf. Maria GAINAR, Martial LIBERA, (éd.), *Contre l'Europe ? Anti-européisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours (vol. 2) : Acteurs institutionnels, milieux politiques et société civile*, Stuttgart, Steiner Verlag, 2013.

16 Paul TAGGART, Aleks SZCERBIAK, (ed.), *Opposing Europe? The Comparative Party Politics of Euroscepticism*, Oxford, 2007.

la CE, puis par l'UE (*soft Euroscepticism*)<sup>17</sup>. D'un point de vue historique, on peut découvrir l'existence d'un euroscepticisme beaucoup plus ancien. Les résistances contre l'Europe sont aussi vieilles que l'idée d'Europe elle-même<sup>18</sup>. Les historiens contemporains montrent que des attitudes europessimistes ont existé à l'occasion des crises précoces du processus d'unification européenne, par exemple en 1965 avec la politique de De Gaulle de la chaise vide ou dans la phase d'euro-sclérose dans les années 70. Ceci vaut aussi dans l'entre-deux-guerres des années 20 et 30, une période dans laquelle il existait beaucoup de projets européens, mais qui allaient échouer dans l'atmosphère générale d'hostilité à l'intégration de cette période<sup>19</sup>.

Deuxièmement, il est important pour l'analyse des partis eurosceptiques ou anti-européens au parlement européen de replacer ces phénomènes politiques dans un contexte sociétal et socio-politique global. L'opposition à l'Europe est, depuis le début des années 90, un problème global en Europe, qui concerne de vastes franges des populations. Avec le refus des Danois d'adopter le traité de Maastricht en 1992 et la courte majorité de la des électeurs français en faveur de cette nouvelle étape de l'Union européenne, l'euroscepticisme progressait constamment et est devenu, ce faisant, un problème visible pour la totalité de l'UE.<sup>20</sup> Le comportement de rejet à l'occasion des différents référendums qui ont suivi – traité de Nice, de la constitution européenne, traité de Lisbonne – illustre la disparition du « consensus permissif » de l'unification européenne, c'est à dire la fin d'une tolérance passive de ce processus par les citoyens européens.<sup>21</sup> Les raisons qui en sont la cause ont été analysées de manière concordante : on évoque le « manque de légitimité politique » des institutions européennes<sup>22</sup>, la bureaucratie bruxelloise loin des citoyens<sup>23</sup> ainsi que l'incapacité de rendre compréhensible aux citoyens la construction élitaire des institutions européennes. Le succès croissant des partis politiques anti-européens trouve donc partiellement ses racines dans la montée globale de l'euroscepticisme.

Troisièmement, il faut lors de l'identification des mouvements anti-européens et eurosceptiques faire attention au fait qu'il ne s'agit plus principalement, depuis le début des années 90, de partis de la marge appartenant à l'extrême-gauche ou à l'extrême-droite (formations néo-communistes, postcommunistes, national-populistes ou extrémistes de droite), mais aussi de nouveaux partis anti-européens (par exemple, le Mouvement Cinq étoiles en Italie) aux-

- 17 Petr KOPECKY, Cas MUDDE, « The two sides of Euroscepticism: party positions on European integration in East Central Europe », *European Union Politics*, B. 3, Nr. 3, 2002, p. 297-326.
- 18 Justine LACROIX, Ramona COMAN, (éd.), *Les résistances à l'Europe. Cultures nationales, idéologies et stratégies d'acteurs*, Bruxelles, 2007.
- 19 Marie-Thérèse BITSCH, « Préface », in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Anti-européisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours (Volume 1) : les concepts*, Stuttgart, Steiner Verlag, 2010.
- 20 Frédéric CLAVERT, « Introduction », in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l'Europe ?*, op. cit., p. 25.
- 21 Léon LINDBERG, Stuart SCHEINGOLD, *Europe's would-be polity: patterns of change in the European Community*, Prentice Hall, 1970.
- 22 Simon LANG, « Kein Integrationsfortschritt ohne Kritik. Die Funktion Europakritischer Positionen für die Weiterentwicklung der europäischen Integration », in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l'Europe ?*, op. cit., p. 61-93.
- 23 Eugen PFISTER, « Die Identität Europas und Europabilder in Wochenschauen nach 1945 » in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l'Europe ?*, op. cit., p. 233-249.

quels s'ajoutent des partis du mainstream (par exemple les sociaux-démocrates allemands, les conservateurs britanniques ou les néo-gaullistes français) qui défendent des positions anti-européennes ou eurosceptiques<sup>24</sup>. Ce faisant, l'euroscepticisme et l'anti-européanisme se révèlent comme des phénomènes particulièrement complexes, qui ne sont homogènes ni dans leurs formes d'expressions politiques, ni identiques, ni également forts dans tous les pays européens.

Une telle approche implique une analyse très différenciée, qui passe par des mises en perspectives par pays, mais aussi interdisciplinaires. Dans nos deux livres « *2014 European Elections: the Rise of Euroscepticism and Anti-Europeanism* », nous nous penchons sur les succès électoraux des partis hostiles à l'Europe dans les pays membres de l'EU. Dans le premier livre, nous portons notre attention sur l'anti-européanisme et l'euroscepticisme comme phénomène politique et objet de recherches interdisciplinaire. Dans cet ouvrage, nous présentons tout d'abord l'euroscepticisme « traditionnel » de la Grande-Bretagne et les nouveaux mouvements anti-européens actifs dans les pays fondateurs de la CE (France, Allemagne, Italie, Hollande). Dans le second volume, nous présentons trois autres groupes de pays membres : les pays de la méditerranée, qui, à l'exception de Chypre ont adhéré dans les années 80 (Espagne, Portugal, Grèce), puis les pays scandinaves adhérents depuis 1995 (Suède et Finlande) et enfin les Etats adhérents en 2004, c'est à dire les pays d'Europe centrale et de l'Est et les pays Baltes (Tchéquie, Slovaquie, Hongrie, Estonie et Lettonie).

Dans la partie générale du premier volume, Birte Wassenberg présente le cadre du projet IDEX-Airbus sur l'intégration européenne et le nouvel anti-européanisme de l'UMR *Dynamiques européennes* de l'Université de Strasbourg. Il s'agit d'une démarche comparative entre deux disciplines principales des sciences sociales : l'histoire contemporaine et les sciences politiques. Le but est de montrer que cette recherche interdisciplinaire permet de mettre à jour une série de variables et de constances répétitives du phénomène de l'hostilité à l'Europe depuis les années 80. Les contributions de Martial Libera, de Petra Vejvodová et d'Uwe Backes concentrent leurs analyses sur les succès des formations hostiles à l'Europe lors des élections européennes de mai 2014.

Martial Libera souligne qu'il existe aussi bien une opposition à l'Europe commandée par la crise économique actuelle qu'une opposition structurelle, qui se concentre depuis longtemps sur le thème de la politique européenne de « Bruxelles ». Pour sa part, Uwe Backes identifie, à l'occasion des élections européennes de 2014, les partis anti-européens de tendance extrémiste en fonction de leur degré d'orientation antilibérale, antidémocratique ou anticonstitutionnel. Il constate l'existence de formes « dures » et « molles », et pose la question de savoir dans quelle mesure ces partis mettent en question le bien commun démocratique européen. Petra Vejvodová différencie, pour sa part, entre les partis d'extrême-droite qui forment une alliance instable au sein du parlement européen et pour cette raison ne constituent pas une fraction d'opposition forte au Parlement européen et les partis de gauche eurosceptique qui coopèrent plus fortement et de manière plus stable. Traditionnellement, les conservateurs britanniques occupent une place de choix sur l'échelle des partis eurosceptiques.

24 Maximilian MÜLLER-HÄRLIN, « Die Gegner Europas : Argumentationsmuster im politischen Diskurs », in Birte WASSENBURG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l'Europe ?*, *op. cit.*, p. 141-155.

La deuxième partie de notre ouvrage analyse l'euroscpticisme britannique. Agnès Alexandre-Collier montre que ce dernier est passé après les élections européennes de 2014 du *Parti conservateur britannique* au nouveau *United Kingdom Independence Party* (UKIP), ce qui a entraîné une radicalisation des positions du Parti conservateur vis-à-vis de l'intégration européenne. Karine Tournier-Sol montre que l'UKIP a triomphé du très anti-européen *British National Party* (BNP) à l'occasion des élections européennes, le BNP n'étant plus représenté au Parlement européen. Les deux partis sont des opposants durs à l'Europe et s'engagent pour une sortie de la Grande-Bretagne de l'UE. Leur rejet de l'Europe se base sur une volonté de défendre la souveraineté nationale britannique. David Hanley confirme que l'UKIP est pour l'instant le plus puissant parti euroscptique de la Grande-Bretagne. Grâce à forte identification au fait national, ce parti attire des électeurs venus de toutes les formations établies, avec la conséquence, que Cameron s'est vu contraint d'organiser un référendum sur l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'EU.

La troisième partie de l'ouvrage montre clairement que l'euroscpticisme à l'occasion des élections européennes ne se renforçait qu'en Grande-Bretagne. Les mouvements hostiles à l'Europe perçaient chez les membres fondateurs de l'UE. Gilles Ivaldi explique que le Front National (FN) est la principale force française euroscptique qui s'est établie au Parlement européen. Il rejette en tant que formation hostile à l'Europe le projet de l'intégration européenne et réclame la sortie de la France de l'UE. Bien que cette formation soit relativement isolée pour cette raison au Parlement européen, elle entretient dans l'opinion publique française un sentiment anti-européen.

Dans une Allemagne traditionnellement pro-européenne, un parti populiste de droite et euroscptique l'Alternative für Deutschland (AfD) s'est fait aussi entendre, ce que montre Viola Neu. Alors que ce parti échouait à franchir la barre des 5 % à l'occasion de l'élection au Bundestag de 2013, il parvenait en 2014 à avoir sept élus au Parlement européen. En comparaison avec le Front National, Viola Neu ne donne toutefois guère de chance de survie politique à long terme à l'AFD.

En Italie, le mouvement anti-européen Cinq Etoiles de Beppe Grillo a remporté un succès important en devenant le second parti des élections européennes italiennes. Daniele Pasquucci juge ce résultat inquiétant parce que cette formation se trouve diamétralement en opposition avec la conception démocratique des institutions européennes et ce faisant affaiblit les principes de base de l'UE. En Hollande, Simon Otjes et Gerrit Voerman expliquent que l'anti-européanisme hollandais a pris des formes différentes : il se retrouve dans les formations politiques protestantes, chez les populistes de droite, les socialistes de gauche et chez les « défenseurs des animaux », qui tous rejettent un approfondissement du processus d'intégration européen. Sur une échelle d'intensité euroscptique, le *Parti de la Liberté* de sensibilité extrémiste droite se situe au sommet de l'échelle, les deux partis orthodoxes protestants étant les moins hostiles à l'Europe.

## EINFÜHRUNG

BIRTE WASSENBERG

Seit der Ostererweiterung 2004 wird die Europäische Union (EU) immer wieder von schweren internen und externen Krisen geschüttelt. Bereits 2005 wurde die Euphorie des europäischen Integrationsprozesses wurde schon durch die Ablehnung des EU-Verfassungsentwurfes durch die negativen Referenda der niederländischen und französischen Bevölkerung 2005 jäh gestoppt<sup>25</sup>. Kaum war der Europa-Elan war durch den Rettungsversuch des sogenannten „vereinfachten“ Lissabonner Vertrages 2008 wieder lanciert, als die internationale Wirtschafts- und Finanzkrise die Eurozone innerhalb der EU weitgehend destabilisierte und zwar so weit, dass Griechenland der Ausschluss aus der Währungsunion drohte. Während die EU-Mitgliedstaaten noch miteinander um die Reformpakete zur Behebung dieser Krise feilschten, bahnte sich schleichend schon die nächste Krise an: die Flüchtlingsproblematik, die im Sommer 2015 nach Abriegelung der ungarischen Außengrenze und dem Aufheben des Dublin-Abkommens eskalierte. Sie hatte sich an den maritimen Grenzen Italiens, Spaniens und Griechenlands sowie an der Schengen-Grenze des Eurotunnels zwischen Calais und Dover schon seit Jahren abgezeichnet. Dazu kämpft die EU seit dem gescheiterten Versuch eines Wirtschaftsabkommens mit der Ukraine und dem dadurch ausgelösten Ukraine-Russland Konflikt 2014 um das Ansehen ihrer gerade erst mühsam aufgebauten Europäischen Nachbarschaftspolitik.

Es ist nicht verwunderlich, dass in einem solchen Kontext der Nährboden für anti-europäische Bewegungen exponentiell wächst. In der Tat zeigen die Ergebnisse der europäischen Wahlen 2014 einen klaren prozentualen Wählerzuwachs für europaskeptische Parteien in fast allen Mitgliedstaaten der EU<sup>26</sup>. Für eine nähere allgemeine sowie länderspezifische Untersuchung dieser Ergebnisse sollten jedoch drei Punkte im Voraus berücksichtigt werden.

Erstens sollte dieses Phänomen nicht aus einer zu stark aktualitätsbezogenen Perspektive beleuchtet werden. Die bisherige Forschung der Politikwissenschaften und neuere Erkenntnisse von Zeithistorikern weisen darauf hin, dass es sich beim Euroskeptizismus und Anti-Europäismus um ein schon weitreichend bekanntes Phänomen handelt<sup>27</sup>. Dabei identifizierten die Politikwissenschaftler den Euroskeptizismus in den 1980er Jahren zunächst klar als eine britische Erscheinung, die mit der ablehnenden Haltung Margaret Thatchers zur Europäischen

25 Muriel RAMBOUR, „Les oppositions à l’Europe sont-elles structurées politiquement?“ in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Anti-européisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours (Volume 1) : les concepts*, Stuttgart, Steiner Verlag, 2010, p. 93-109.

26 Europaparl.europa.eu (20.11.2015).

27 Cf. Maria GĂINAR, Martial LIBERA, (éd.), *Contre l’Europe ? Anti-européisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours (vol. 2) : Acteurs institutionnels, milieux politiques et société civile*, Stuttgart, Steiner Verlag, 2013.

Gemeinschaft (EG) ihren Einzug in die britische Politikarena fand<sup>28</sup>. Dabei wurde zwischen zwei Typen der Opposition gegen Europa unterschieden: der Opposition gegen das Prinzip der europäischen Einigung an sich (*hard Euroscepticism*) und die Opposition gegen die Art und Weise, wie diese von der EG und danach von der EU umgesetzt wird (*soft Euroscepticism*)<sup>29</sup>. Aus historischer Sicht kann der Euroskeptizismus noch viel weiter zurückverfolgt werden: Widerstände (*résistances*) gegen Europa seien demnach so alt wie die europäische Idee selbst<sup>30</sup>. Zeitgenössische Historiker zeigen demnach auf, dass es europessimistische Haltungen schon in früheren Krisen des europäischen Einigungsprozesses gegeben hat, z.B. 1965 bei de Gaulles Politik des leeren Stuhls oder in der Phase der Eurosklerose in den 1970er Jahren. Sogar schon in der Zwischenkriegszeit der 1920er, 1930er Jahre, in denen viele europäische Projekte existierten, scheiterten diese an der generellen integrationsfeindlichen Stimmung dieser Periode<sup>31</sup>.

Zweitens ist es für die Analyse der euroskeptischen und anti-europäischen Bewegungen im Europäischen Parlament wichtig, dieses politische Phänomen in einen globalen sozialpolitischen und gesellschaftlichen Kontext zu stellen. Opposition gegen Europa ist nämlich spätestens seit Anfang der 1990er Jahre ein gesamteuropäisches Problem, das weite Teile der Bevölkerung in Europa betrifft. Seit der Ablehnung des Maastrichter Vertrages 1992 durch die Dänen und der knappen Mehrheit der französischen Bevölkerung für diesen weiteren Schritt der europäischen Einigung hat der Euroskeptizismus stetig zugenommen und ist zu einem sichtbaren Problem für die EU insgesamt geworden<sup>32</sup>. Das Ablehnungsverhalten bei den verschiedenen Referenda zu den darauffolgenden europäischen Verträgen von Nizza, der europäischen Verfassung bis hin zum Lissaboner Vertrag illustriert hierbei das Schwinden des sogenannten „permissiven Konsenses“ zur europäischen Einigung, also das Ende einer passiven Duldung dieses Prozesses durch die europäischen Bürger<sup>33</sup>. Als Gründe für den Verlust dieses „permissiven Konsenses“ werden übereinstimmend immer wieder sowohl die „fehlende politische Legitimität“ der europäischen Institutionen<sup>34</sup>, die bürgerferne Brüsseler Bürokratie<sup>35</sup> und das Versäumnis, das elitäre Konstrukt der europäischen Institutionen für den Bürger verständlich zu machen, genannt. Steigender

28 Paul TAGGART, Aleks SZCERBIK, (ed.), *Opposing Europe? The Comparative Party Politics of Euroscepticism*, Oxford, 2007.

29 Petr KOPECKY, Cas MUDDE, „The two sides of Euroscepticism: party positions on European integration in East Central Europe“, *European Union Politics*, B. 3, Nr. 3, 2002, p. 297-326.

30 Justine LACROIX, Ramona COMAN, (éd.), *Les résistances à l'Europe. Cultures nationales, idéologies et stratégies d'acteurs*, Bruxelles, 2007.

31 Marie-Thérèse BITSCH, „Préface“, in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l'Europe ?*, op. cit., p. 19. Cf. Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Anti-européisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours (Volume 1) : les concepts*, Stuttgart, Steiner Verlag, 2010.

32 Frédéric CLAVERT, „Introduction“, in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l'Europe ?*, op. cit., p. 25.

33 Léon LINDBERG, Stuart SCHEINGOLD, *Europe's would-be polity: patterns of change in the European Community*, Prentice Hall, 1970.

34 Simon LANG, „Kein Integrationsfortschritt ohne Kritik. Die Funktion Europakritischer Positionen für die Weiterentwicklung der europäischen Integration“, in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l'Europe ?*, op. cit., p. 61-93.

35 Eugen PFISTER, „Die Identität Europas und Europabilder in Wochenschaun nach 1945“ in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l'Europe ?*, op. cit., p. 233-249.

Erfolg anti-europäischer politischer Parteien kann daher auch partiell auf den insgesamt ansteigenden öffentlichen Euroskeptizismus zurückgeführt werden.

Drittens sollte bei der Identifizierung der anti-europäischen und euroskeptischen Bewegungen darauf geachtet werden, dass es sich im politischen Spektrum seit den 1990er Jahren nicht mehr nur hauptsächlich um die „klassischen“ marginalen Parteien aus dem extremen linken oder rechten Lager (neo-kommunistische, postkommunistische, national-populistische und rechte extremistische Formatierungen) handelt, sondern dass zum einen neue anti-europäische Parteien auftreten (z.B. die Fünf-Sterne-Bewegung in Italien) und zum anderen auch die sogenannten *mainstream*-Parteien (also z.B. auch deutsche Sozialdemokraten, britische Konservative oder französische Neo-Gaullisten) anti-europäische oder euroskeptische Positionen verfechten<sup>36</sup>. Diesbezüglich erweist sich nun der Euroskeptizismus und Anti-Europäismus als ein besonders komplexes Phänomen, das weder homogen in seinen politischen Äußerungsformen, noch einheitlich oder gleich stark in allen europäischen Ländern vertreten ist.

Ein solcher Ansatz fordert vor allem eine sehr differenzierte Analyse, die sowohl länderbezogen wie auch in interdisziplinärer Perspektive vorgehen sollte. In unseren beiden Bänden zu den „2014 European Elections: the Rise of Euroscepticism and Anti-Europeanism“ wird vor allem der Wahlerfolg europafeindlicher Parteien in den Mitgliedstaaten der EU analysiert. Dabei wird zunächst im ersten Band generell der Anti-Europäismus und Euroskeptizismus als politisches Phänomen und interdisziplinäres Forschungsobjekt untersucht, wobei vor allem ein Blick auf das „traditionell“ euroskeptische Großbritannien und auf die teilweise neu aufkommenden anti-europäischen Bewegungen in den Gründungsstaaten der EG geworfen wird (Frankreich, Deutschland, Italien, Niederlande). Im zweiten Band werden dann aufeinanderfolgend drei weitere Gruppen von Mitgliedstaaten der EU analysiert: die Mittelmeerländer, die bis auf Zypern in den 1980er Jahren der EU beigetreten sind (Spanien, Portugal, Griechenland), danach die 1995 in die EU aufgenommenen skandinavischen Länder (Schweden und Finnland) sowie Österreich, und schließlich die Staaten der 2004 EU-Erweiterung, d.h. die mittel- und osteuropäischen sowie die baltischen Länder (Tschechien, Slowakei, Ungarn, Estland und Lettland).

Im allgemeinen Teil des ersten Bandes stellt Birte Wassenberg zunächst das IDEX – Airbus Projekt zur europäischen Integration und dem neuem Anti-Europäismus der UMR *Dynamiques européennes* der Universität Strasbourg vor: Es handelt sich darum, einen vergleichenden Ansatz zweier wesentlicher Disziplinen der Sozialwissenschaften anzuwenden, der Zeitgeschichte und der Politikwissenschaft. Ziel ist es, aufzuzeigen, dass es mittels dieses interdisziplinären Ansatzes möglich ist, eine Reihe von Variablen sowie konstanten und wiederkehrenden Elementen des Phänomens der Europafeindlichkeit seit den 1980er Jahren zu enthüllen. Die Beiträge von Martial Libera, Petra Vejvodova und Uwe Backes fokussieren ihre Analyse auf die Erfolge von europafeindlichen Gruppierungen bei den Europawahlen im Mai 2014.

Martial Libera betont dabei, dass es sowohl eine durch die aktuelle Wirtschaftskrise konjunkturell bedingte Opposition gegen Europa gibt, als auch eine

36 Maximilian MÜLLER-HÄRLIN, „Die Gegner Europas : Argumentationsmuster im politischen Diskurs“, in Birte WASSENBERG, Frédéric CLAVERT, Philippe HAMMAN (éd.), *Contre l'Europe ?*, op. cit., p. 141-155.

strukturelle, die sich schon seit längerer Zeit gegen die Europapolitik „Brüssels“ richtet. Uwe Backes identifiziert bei den antieuropäischen Parteien mit extremistischer Tendenz, die sich 2014 an den Europawahlen beteiligt haben, je nach dem Grad ihrer antiliberalen, antidemokratischen oder antikonstitutionellen Orientierung sowohl „harte“ als auch „weiche“ Formen von Euroskeptizismus. Er stellt die Frage, inwiefern diese Parteien das gemeinsame europäische Gut der Demokratie infrage stellen. Petra Vejvodová differenziert zwischen den rechtsextremen Parteien, die eher instabile Allianzen innerhalb des Europäischen Parlamentes formen und daher keine starke Oppositionsfraktion bilden, und den linken euroskeptischen Parteien, die stärker und auf stabilerer Basis zusammenarbeiten. Traditionell nehmen die britischen Konservativen auf der Skala der euroskeptischen Parteien im Europaparlament eine Spitzenposition ein.

Der zweite Teil unseres Bandes widmet sich dem Britischen Euroskeptizismus, wobei Agnès Alexandre-Collier erläutert, dass sich dieser nach den Europawahlen 2014 von der Britischen Konservativen Partei zu der neuen *United Kingdom Independence Party* (UKIP) verschoben hat und so auch eine Radikalisierung der Positionen der Konservativen Partei gegenüber der europäischen Integration ausgelöst wurde. Karine Tournier-Sol betont, dass die UKIP sogar im Vergleich mit der anti-europäischen British National Party (BNP) bei den Europawahlen 2014 einen klaren Wahlsieg errungen hat. Aus diesem Grunde ist die BNP nicht mehr im Europäischen Parlament vertreten. Diese beiden Parteien sind harte Europagegner und kämpfen für den Austritt des Vereinigten Königreichs aus der EU. Ihre Ablehnung des europäischen Projektes basiert auf der Verteidigung der nationalen britischen Souveränität. David Hanley bestätigt, dass die UKIP zurzeit die stärkste euroskeptische Partei des Vereinigten Königreichs ist. Dank ihrer starken Betonung der nationalen Identität zieht sie Wähler aus allen etablierten Parteien an, mit dem Ergebnis, dass Cameron zu dem Versprechen gedrängt wurde, ein Referendum über die EU-Mitgliedschaft Großbritanniens abzuhalten.

Im dritten Teil des Bandes wird deutlich, dass der Euroskeptizismus bei den letzten Europawahlen nicht nur in Großbritannien zugenommen hat. Auch in den EU-Gründungsmitgliedern fanden europafeindliche Bewegungen starke Unterstützung. So erläutert Gilles Ivaldi, dass sich der Front National (FN) erneut als stärkste anti-europäische Kraft Frankreichs im Europaparlament bestätigt hat. Als harte europafeindliche Partei lehnt sie das Projekt der europäischen Integration gänzlich ab und fordert sogar Frankreichs Austritt aus der EU. Während sie mit dieser Haltung im Europäischen Parlament relativ isoliert ist, schürt sie auch weiterhin eine EU-feindliche Stimmung in der französischen Öffentlichkeit.

Aber auch im traditionell pro-europäischen Deutschland findet nun die europaskeptische rechtspopulistische Partei Alternative für Deutschland (AfD) Anklang, wie Viola Neu bestätigt. Während sie bei den Bundestagswahlen 2013 noch an der 5 Prozent-Klausel scheiterte, gelang ihr 2014 der Einzug ins Europäische Parlament. Im Vergleich zum FN räumt Viola Neu der AfD auf Dauer jedoch trotzdem nur geringe Überlebenschancen ein.

In Italien hingegen verbucht Beppe Grillos anti-europäische Fünf-Sterne Bewegung mit dem zweitbesten nationalen Stimmenergebnis bei den Europawahlen einen bedeutenden Erfolg. Für Daniele Pasquinucci ist dieses Ergebnis besorgniserregend, vor allem weil die Partei dem Demokratieverständnis der eu-



ropäischen Institutionen diametral entgegensteht und damit die Grundprinzipien der EU untergräbt. In den Niederlanden, wie Simon Otjes und Gerrit Voerman erläutern, hat der Euroskeptizismus schon mehrere differenzierte Formen angenommen: Er findet sich bei den Parteien der orthodoxen Protestanten, der rechten Populisten, bei den linken Sozialisten und bei den sogenannten „Tierschützern“, die alle eine Vertiefung des europäischen Integrationsprozesses ablehnen. Auf der Skala des Euroskeptizismus ist die rechtsradikale Partei der Freiheit die am stärksten und die beiden orthodoxen protestantischen Parteien sind die am geringsten europafeindlichen Parteien.